



TROISIÈME RECOMMANDATION

UNE VOIE VERS L'AVENIR OÙ AUCUN CANADIEN N'EST LAISSÉ POUR COMPTE (PROGRÈS VERS UN SEUIL DE REVENU MINIMUM)

Depuis des années, les banques alimentaires du pays savent que leurs services ne permettent pas de combler tous les besoins. Bien qu'elles fassent tout leur possible pour aider leur communauté en période difficile, elles sont également les premières à faire valoir que seules les politiques gouvernementales peuvent s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et du recours à des banques alimentaires : la pauvreté et les faibles revenus.

Autrement dit, lorsque de saines politiques sociales sont mises en place, les visites aux banques alimentaires diminuent.

Malheureusement, une grande partie des progrès réalisés récemment semble n'avoir été que temporaire, car le gouvernement réduit progressivement les programmes largement efficaces comme la PCU et diverses mesures ponctuelles visant à augmenter les prestations en faveur de solutions de rechange moins efficaces. Pourtant, même si elle n'est pas parfaite, il est quand même important de tirer les leçons de la politique sociale mise en place durant les premiers mois de la pandémie et d'en tirer des leçons pour créer un filet de sécurité sociale serré où personne ne tombe à travers les mailles du filet.

Comme la PCU tire à sa fin, il est important de commencer à prendre les mesures qui s'imposent. Les changements apportés au régime d'AE sont attendus depuis longtemps et représentent un grand pas dans la bonne direction, mais un grand nombre de Canadiens seront toujours laissés pour compte.

On estime que 482 000 Canadiens ne seront pas admissibles à la transition de la PCU ou d'autres prestations liées à la pandémie vers l'un ou l'autre des nouveaux régimes d'assurance-emploi et que leur situation sera bien pire qu'avec la PCU.⁶⁹ En septembre 2021 seulement, près de 300 000 Canadiens ont cessé de recevoir des prestations d'assurance-emploi, et on croit qu'une grande partie d'entre eux sont d'anciens bénéficiaires de la PCU.⁷⁰

Ce groupe sera probablement confronté à des moments très difficiles à l'avenir sans autre choix que de se tourner vers le système provincial actuel d'aide sociale, un système largement inadéquat qui est brisé depuis de nombreuses années.

69 Macdonald, D. (2020). *Transitioning from CERB to EI could leave millions worse off* (en anglais seulement). Centre canadien de politiques alternatives. <https://monitormag.ca/articles/transitioning-from-cerb-to-ei-could-leave-millions-worse-off/>

70 Lundy, M. (27 septembre 2021). Les chiffres de l'AE chutent à mesure que la transition des prestations est mise en branle. *Globe and Mail*. <https://www.theglobeandmail.com/business/article-ei-numbers-plunge-as-benefit-transition-takes-hold/>



Dans le système provincial actuel d'aide sociale, il faut pratiquement être sans le sou avant d'être admissible au soutien.⁷¹ De plus, un adulte vivant seul touchait en 2019 un revenu d'aide sociale annuel moyen d'un peu plus de 9 394 \$, soit environ 13 506 \$ de moins que le seuil de pauvreté.⁷² De plus, si un prestataire tente de se sortir de l'aide sociale, ses prestations et avantages non pécuniaires sont sanctionnés d'une manière punitive qui décourage la réintégration au marché du travail.

Ce système n'a pas évolué depuis les années 1990 et maintient les gens coincés dans un cycle de pauvreté d'où il est extrêmement difficile de s'échapper. En guise de preuve, près de 50 pour cent des personnes ayant actuellement recours aux banques alimentaires reçoivent soit de l'aide sociale, soit des prestations d'invalidité.

Autrement dit, les premiers mois de la pandémie nous ont appris que le Canada doit travailler à l'instauration d'un nouveau seuil de revenu minimum, qui est égal ou supérieur au seuil de pauvreté, pour remplacer l'approche actuelle inefficace afin de soutenir les personnes qui ne peuvent pas accéder au marché du travail.

Cela signifie l'adoption d'une nouvelle approche qui offrirait à toute la population du Canada un seuil de revenu minimum pour que chacun puisse se relever et aller de l'avant au lieu d'être retenu et tiré vers le bas.

L'approche adoptée par le gouvernement au cours des premiers mois de la pandémie nous a donné un aperçu de ce qu'il est possible d'accomplir avec de bonnes politiques. Le temps est venu de mettre ce que nous avons appris en pratique pour créer un Canada où personne n'est laissé pour compte.

Nos recommandations

- **Financer et élaborer, en collaboration avec les provinces et les territoires, de multiples projets pilotes de seuil de revenu minimum de divers types partout au pays dans divers provinces et territoires (dans les communautés rurales et urbaines).**
- **Recueillir et analyser les données de ces projets pilotes sur plusieurs années afin de déterminer le type de revenu minimum qui convient le mieux aux besoins des Canadiens et qui tient compte des différences entre les régions du Canada.**
- **À court terme, donner accès à tous les ménages à faible revenu aux avantages non pécuniaires actuellement réservés aux bénéficiaires de l'aide sociale (par exemple : subvention des services de garde, supplément au logement à loyer modique, assurance-médicaments et soins dentaires, etc.)**

⁷¹ Caledon Institute. (2015). *Welfare in Canada 2014*. Ottawa : Caledon Institute. Tiré de *Welfare_in_Canada_2014.pdf* (maytree.com).

⁷² *Welfare in Canada - Canada - Maytree*